

Discours de réception de Monsieur François ROTH



Un Historien dans son siècle

Vous m'avez admis dans votre Compagnie. C'est un honneur pour lequel je vous dois un remerciement public. Comment mieux vous remercier que de parler du métier que j'ai librement choisi et que j'exerce depuis quarante ans, à savoir le métier d'historien.

Au cours de ces années de pratique et d'enseignement, je me suis souvent posé quelques questions. Vous devinez peut-être lesquelles : A quoi sert un historien ? A-t-il une utilité sociale ? Les sociétés ont-elles besoin d'historiens ? Si la réponse est oui, comme je le crois encore, quelle est leur place et quelles sont leurs fonctions ? A ces interrogations existentielles que je suis loin d'être le seul à me poser et que chaque génération se pose, peut-on apporter une réponse assurée ? Evidemment non. Avec l'aide de ma pratique professionnelle, je vais essayer modestement de poser quelques jalons.

On disait jadis et on dit quelquefois encore que l'historien ne doit être ni d'aucun temps, ni d'aucun pays. On l'installe sur un piédestal au-dessus de la mêlée, loin des agitations et des passions, on le place en dehors et au-dessus des événements, un peu comme dans une tour d'ivoire d'où il serait censé écrire une histoire objective qui établirait définitivement la vérité. En le poussant vers cet Olympe inaccessible, on assigne à l'historien une mission impossible. Etrange et tenace illusion contre laquelle la plupart des historiens ont toujours lutté et que vous ne pouvez partager, mes chers confrères. Jamais les historiens, même si quelques-uns en ont rêvé, n'ont souhaité occuper une telle position. L'auraient-ils cherché qu'ils n'auraient pas été en mesure de la tenir. L'historien est un être de chair et de sang ; il a un parcours biologique et intellectuel. Il vit dans son temps, il est le citoyen d'un état et inséré dans un tissu social. Certains d'entre eux ont été et son légitimement engagés dans les combats de leur temps et

dans les débats de la cité. Ernest Lavisse, l'un des chefs de file des historiens positivistes, ne s'est pas contenté d'exercer un magistère intellectuel sur la Sorbonne et l'École Normale supérieure, il a dirigé la Revue de Paris, il a rédigé ces manuels d'histoire républicaine dans lesquels, pendant un demi siècle, beaucoup de jeunes Français ont appris leur histoire nationale. Plus près de nous et dans un tout autre contexte, Pierre Vidal-Naquet, historien de l'Antiquité grecque, a mené depuis la guerre d'Algérie jusqu'à nos jours un combat politique contre la torture et a revendiqué fièrement la qualité d'historien engagé. René Rémond, dont le nom et les activités sont bien connus, n'a jamais caché ses engagements. Pour ceux qui resteraient sceptiques, il suffit pour s'en convaincre de parcourir la masse immense des travaux produits depuis un siècle.

Contrairement aux génies des mathématiques et de l'informatique, la période de formation de l'historien est longue. Il lui faut du temps pour acquérir une culture et des outils d'analyse. Son approche et sa compréhension du monde est d'abord instinctive et intuitive avant qu'elle ne devienne plus élaborée et plus rationnelle. On mettait dans la bouche de l'empereur Claude cette réflexion : “ *L'histoire est un sport pour l'âge mûr* ”. Oui, il faut du temps pour devenir un véritable historien.

Les travaux des historiens ont inséré dans une culture, elle-même produit de l'alliance entre un patrimoine et son temps et étroitement liée au pays où elle s'élabore, se vit et se transmet. Les historiens utilisent des mots, des concepts, des idées, des interrogations qu'ils ont puisés dans leur culture. Sauf exception ou volonté délibérée de se situer ailleurs, un historien porte toujours l'empreinte de la culture nationale dans laquelle il a été formé. Un historien français ne travaille ni ne raisonne comme un historien allemand parce qu'il n'a ni le même acquis culturel ni les mêmes préoccupations ni les mêmes lecteurs. Les efforts de rapprochement entrepris depuis un demi-siècle entre les historiens de deux pays ont atténué et souvent fait disparaître les préjugés. Ils ont permis une meilleure compréhension grâce à des comparaisons. Dans un congrès ou une réunion d'historiens franco-allemands, un thème est toujours traité “ *Im Vergleich* ”, c'est-à-dire “ *en comparaison* ”. Cette orientation s'explique par la nécessité de mettre en évidence ce qui les rapproche et ce qui continue de les différencier. Quelques travaux les plus récents portent la marque d'un véritable esprit transculturel et visent à s'affranchir ou du moins à mettre la distance avec les traditions nationales, non en les évacuant mais en ouvrant les frontières pour mieux les comprendre et les intégrer.

Ce décalage entre une idée très répandue et la réalité des travaux historiques est une source de déception et d'incompréhension entre les historiens et la société. Celle-ci à la fois attend de Clio plus qu'elle ne

peut lui donner et dédaigne souvent ou ignore ses apports légitimes. Cette incompréhension découle de la confusion entre deux étapes successives et complémentaires du travail de l'historien, l'établissement des faits et leur interprétation.

Le premier, l'établissement des faits, requiert des méthodes et une vigilance critique sans cesse en éveil. C'est le versant positiviste et scientifique du travail de l'historien : collecte patiente des données, critique de ces données, établissement d'une chronologie, réflexion sur leur enchaînement. Pour les événements les plus anciens et les plus incertains, l'établissement de la chronologie se précise peu à peu grâce au déchiffrement d'une nouvelle inscription, à une datation obtenue par le carbone 14, à une découverte archéologique. Le travail sur les matériaux, sur les objets, exige des techniques précises qui relèvent de la science et on attend de l'historien le sérieux dans l'enquête et l'établissement des faits. Il doit déterminer des données, des références qui ne puissent être contestées par quiconque et grâce auxquelles il peut approcher et serrer de plus près la vérité. L'histoire positiviste souvent brocardée pour sa myopie est indispensable. Grâce à ses méthodes, la longue marche vers la connaissance progresse peu à peu. L'historien ne peut et ne doit pas en rester là ; il doit chercher à comprendre et à interpréter.

Pour éclairer les risques et la nécessité de l'interprétation, de multiples exemples viennent à l'esprit. Un événement ancien a fait récemment la "une" de l'actualité : le baptême de Clovis. Où a-t-il eu lieu ? Quand a-t-il eu lieu ? A-t-il même eu lieu ? Il est important d'établir le fait. Le travail de l'historien pourrait s'arrêter là, ce qu'il fait trop souvent. A mon sens, il doit aller plus loin car le véritable historien doit dépasser l'étape de la science et de l'érudition. Après avoir assuré ses bases, il doit situer, essayer de comprendre et interpréter. Cela dit, ce qui souvent compte, c'est moins la réalité que les interprétations qui en sont données ensuite et les représentations qui en découlent. Plus l'événement est ancien, plus les perceptions souvent déformées prennent le pas sur le réel. Le débat récent sur le baptême de Clovis est un exemple tout à fait frappant : est-ce la conversion religieuse providentielle ou somme toute banale d'un prince qui impose une religion à ses sujets ? Ou est-ce l'acte de naissance de la France chrétienne, de la fille aînée de l'Eglise ? Les deux interprétations peuvent se superposer. On peut s'en tenir au fait brut, mais alors on écarte le plus intéressant.

Avançons un peu vers l'histoire contemporaine. Le Second Empire et la personnalité de Napoléon III ont longtemps été dépréciés par l'interprétation républicaine que je résume ainsi : c'est un régime autoritaire et personnel né du "crime" du 2 décembre 1851 et qui s'achève par la catastrophe militaire de Sedan. Tout l'historiographie républicaine s'est construite sur la condamnation implacable de Badinguet. Le 2 décem-

bre et la défaite de Sedan sont des faits établis ; il ne saurait être question soit de les minorer, soit de les occulter. Et cependant, le Second Empire ne peut se réduire à ces données négatives. Une réévaluation du régime, de son personnel et de ses acquis a été nécessaire.

Abordons maintenant un thème familier, celui de la guerre franco-allemande de 1870/1871. Ce fut une catastrophe nationale et sur ce thème de “ *l’année terrible* ”, je pourrais longtemps développer. Cependant, pour Nancy devenue la ville de la frontière et pour les Nancéiens anciens et nouveaux, cet événement perçu comme négatif a aussi eu des effets extrêmement positifs. La croissance de la ville, de ses activités économiques et financières, de la capacité de création culturelle de ses habitants, découle largement de l’installation de nombreux Alsaciens-Lorrains venant des provinces perdues. Un événement aussi positif pour les contemporains que la victoire de 1918 et le retour des provinces perdues, a eu à moyen terme pour la ville de Nancy des conséquences négatives difficiles à vivre, à accepter et à dépasser. Nos contemporains les ont vécues, se sont indignés. Il appartenant aux historiens de leur rappeler que la plupart des phénomènes historiques sont ambivalents et ont parfois des conséquences sur le long terme.

Franchissons plus d’une centaine d’années et abordons de front l’histoire immédiate et la science politique en posant une question insolite et peut-être sacrilège. François Mitterrand a-t-il été un socialiste ? Voilà une question qui, apparemment, appelle une réponse positive. Vous avez tous entendu François Mitterrand pendant les quatorze ans de ses deux septennats le répéter devant les Français avec un accent d’une profonde sincérité. Il a été deux fois élu par les Français comme socialiste. Certains en ont douté et il a répondu à leurs doutes par une réaffirmation solennelle qui aurait dû les lever définitivement : “ *Oui, je suis socialiste* ”. Une image, une voix, un texte, tous sont des documents authentiques, donc indiscutables, la cause devrait être entendue. Et pourtant, au risque de froisser les gardiens du temple et de la mémoire, il faut reposer la question et exercer le droit d’inventaire. Pourquoi ? Parce que le mot “ socialiste ” a une pluralité de sens. Quels sens lui donnait Mitterrand, un homme capable de pousser jusqu’à ses plus extrêmes limites l’art de l’ambiguïté et de tenir un double, voire un triple langage ? Socialiste, oui dans les mots mais dans quelle mesure ? Jusqu’où ? Avec quelles significations ? Sans trancher le débat, je donnerai mon sentiment : François Mitterrand a été le fondateur efficace du parti socialiste et il a été probablement l’un des fossoyeurs, avec d’autres certes, de l’idéal et de l’idéologie socialiste. Ce que je viens de dire relève de l’interprétation, une interprétation qui manque encore de recul et peut être contestée, discutée. Dans cinquante ans, l’interprétation sera plus aisée. C’est pourquoi, dans la communauté des historiens et des politologues, les divergences de vues sont légitimes et peuvent être fécondes.

Cette étude de cas me conduit vers une réflexion plus générale. Au-delà d'une histoire immédiate, d'une histoire à chaud, dangereuse et cependant qu'il ne faut pas esquiver, l'événement historique acquiert de nouvelles significations. C'est pourquoi il est sans cesse revisité. Interprète-t-on aujourd'hui la révolution française comme en 1880 ou comme en 1960 ? Après l'échec tragique et dérisoire de la révolution de 1917 et l'effondrement du système soviétique, l'interprétation des révolutions et des phénomènes révolutionnaires du passé doit être reconsidérée. Le regretté François Furet l'avait bien compris comme il avait su replacer les événements de la décennie révolutionnaire dans le temps long, dans le temps séculaire. L'interprétation d'un phénomène historique n'est jamais ni définitive, ni achevée.

Ma génération a été marquée par l'ouverture de l'histoire aux sciences humaines et par l'extension des champs historiques : la mer, les chemins de fer, l'exclusion, les maladies, le sport, les femmes, les vieillards, les sciences et les techniques, les multiples facettes de la réalité sociale et culturelle sont devenues des territoires de l'historien. Cet élargissement a sa contrepartie : une hyperspécialisation avec un refuge dans des langages ésotériques, un risque d'émiettement avec un refus, volontaire ou non, du lien entre les périodes et les domaines. Les frontières de l'histoire sont devenues floues avec les sciences humaines. Or, l'histoire n'est ni économique, ni sociale, ni culturelle. Elle rend compte des différentes facettes de l'activité et de sa perception par les hommes.

Notre époque a vu se développer le nombre et la variété des historiens : les historiens universitaires et savants, les historiens-experts, qui viennent en tant que spécialistes témoigner dans les prétoires, les historiens organiques du pouvoir comme ceux qui assistaient les dirigeants des régimes communistes, les historiens vedettes, ceux de la télévision et qui sont parfois victimes de la médiatisation. Je ne peux oublier le Braudel vieillissant des années 1970, heureux de recueillir son tribut d'hommages et de flatteries. Il faut aussi signaler les historiens devenus conseillers du prince qui sont agrégés aux entourages et aux cabinets ministériels et dont la plume est parfois utile et ceux moins nombreux encore qui ont accédé aux responsabilités du pouvoir. Parmi ces derniers, je retiendrai le nom d'Henry Kissinger, secrétaire d'Etat de deux présidents américains et dont la spécialité universitaire était l'histoire des relations internationales dans la première moitié du XIX^e siècle. Nul n'a besoin ici de rappeler son intelligence aiguë, sa capacité d'assimilation rapide et hors-pair, mais il convient de dégager en quoi sa formation historique lui a été utile pour la conduite de la politique étrangère des Etats-Unis : elle lui a fourni des concepts d'une politique, par exemple les notions d'équilibre entre les forces antagonistes, l'association du

couple révolution/contre révolution. Par contre, la culture historique laisse démunis devant les phénomènes inédits, ceux qui n'entrent pas dans les catégories de l'apparis, la crise pétrolière de 1973, par exemple. Dans ce cas, où il a fallu inventer une conduite et des solutions, l'histoire peut encore aider à l'analyse d'une situation et à la perception des enjeux et des rapports de force. Jadis l'histoire était nécessaire à la formation des princes ; elle demeure fondamentale pour les hommes et femmes qui aspirent à diriger l'Etat. La supériorité éclatante du général de Gaulle sur ses prédécesseurs et sur ses successeurs peut s'expliquer par sa personnalité exceptionnelle et par son talent. Elle ne se comprend pas sans sa culture historique et sans l'usage remarquable qu'il savait en faire. L'histoire est aussi indispensable au citoyen ordinaire, dans sa vie de tous les jours, dans sa vie professionnelle comme dans sa découverte du monde et dans sa relation avec les autres, les individus comme les groupes.

On discerne dans une époque un double mouvement : avec l'essor des nouvelles technologies, certains se projettent dans le futur qu'ils cherchent à déchiffrer. Quant aux dirigeants, ils ont besoin en matière d'éducation, de santé, de retraites, de prévisions à dix, vingt, trente ans. Pour compenser cette accélération qui inquiète beaucoup, se développe un besoin d'ancrage dans la tradition, dans le patrimoine. Depuis une génération, le besoin d'histoire ne cesse de croître : jamais il n'y a eu autant d'étudiants en histoire, jamais il n'y a eu autant d'enseignants en histoire, jamais on a publié autant de livres, de revues et de bulletins d'associations. Les médias nouveaux ont apporté chacun leur contribution. Les Lundis de l'histoire, les Histoires parallèles, les émissions de la chaîne Histoire, etc...

Face à ces besoins parfois flous et confus, l'historien doit apporter des réponses. Un historien allemand disparu il y a une dizaine d'années, Thomas Nipperdey, que j'ai beaucoup lu et médité, avait dégagé cette ligne de conduite que je fais mienne. La voici : *“ Nous devons restituer aux générations disparues ce qu'elles ont autrefois possédé, comme le possède tout présent : la richesse d'un avenir ouvert, l'incertitude, la liberté, la finitude, la contradiction. C'est ainsi que la science historique rend à la société un service irremplaçable : face à toutes les prétentions à l'absolu, qu'elles soient de nature technique ou idéologique, elle maintient l'avenir ouvert, elle vient renforcer la conscience de notre pluralité, de notre finitude, de notre liberté ”*. Cela dit, il faut passer à l'acte. L'historien vit et travaille dans la contradiction : il est fort de son savoir et toujours fragile. La plupart du temps, il est impuissant sur le cours des événements. Il les enregistre et les commente plus qu'il n'agit. Il doit regarder le passé sans s'y laisser emprisonner. Il doit et c'est l'apport principal de Fernand Braudel, distinguer les temps historiques et au-delà du contingent et de

la turbulence des événements, sentir et comprendre la longue durée, les invariants de la nature inhumaine. Vis-à-vis du passé, l'historien doit se garder de la vaine curiosité comme de l'exotisme dont le mirage égyptien récurrent est un exemple classique et jamais épuisé ; il n'est pas un *laudator temporis acti*, un homme qui célèbre les mérites du temps passé car la Belle Epoque est toujours derrière nous. Il doit répondre à la demande d'histoire de ses contemporains, alimenter les cadres de la mémoire, restituer les événements dans une durée plus longue que l'im-médiat, aller au-delà de l'éphémère, de la curiosité et du dépaysement dans le passé. Il doit accompagner les hommes, donner un sens à leur existence, à leur patrimoine, à leurs racines.

Enfin, l'historien doit être modeste. Il n'est pas celui qui va révéler la face cachée, le dessous des cartes. Sa fierté est d'être une vigie, un veilleur qui accompagne son temps, dont il est le produit et le reflet. Il doit faire revivre le passé en le reliant au présent car chercher, c'est presque toujours déplacer son regard. L'historien est à la fois dans son temps et ailleurs ; cette ambivalence fondamentale et inconfortable fait sa fragilité et sa grandeur.